



service de presse et d'information des
communautés européennes

**INFORMATIONS SYNDICALES
ET OUVRIERES**

BRUXELLES: 244, RUE DE LA LOI
TELEPHONE: 35 00 40

LUXEMBOURG: 18, RUE ALDRINGER
TELEPHONE: 292.41

Publication périodique

1967 - n° **8**

SOMMAIRE

Pages

I. COMMUNAUTES EUROPEENNES

- Une rencontre avec la Commission et les syndicats
CISL et CISC 1

II. LES SYNDICATS ET L'EUROPE

- Les demandes d'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège : une délégation du secrétariat européen CISL est reçue par M. Schiller au nom du Conseil de ministres de la Communauté 2
- Rencontre entre le centre européen des entreprises publiques et les syndicats CISL et CISC 3
- Déclaration de la fédération internationale des syndicats chrétiens de la métallurgie concernant la politique sociale en métallurgie dans la Communauté après la fusion des exécutifs 4
- Les syndicats néerlandais du textile demandent à participer aux études communautaires de ce secteur 6
- Le rôle des syndicats au niveau européen évoqué par M. Brussel, président des métallurgistes catholiques néerlandais 7
- M. J. Houthuys à la présidence de la CSC (Belgique) 9
- Deux nouveaux secrétaires à la centrale chrétienne de la métallurgie de Belgique 9
- J. Spautz, nouveau président de la confédération des syndicats chrétiens du Luxembourg 10
- Réunion d'information des syndicats libres et chrétiens sur les activités syndicales dans le domaine de la formation professionnelle 10

ASSEMBLEES ET CONGRES SYNDICAUX

- Le congrès de la fédération internationale des syndicats chrétiens d'ouvriers agricoles 12
- Le congrès de l'internationale chrétienne des travailleurs de l'alimentation, du tabac et de l'hôtellerie 14
- Congrès de l'union européenne des travailleurs du film et de la télévision 17

- 8ème congrès statutaire de l'union belge des ouvriers du transport (FOTB)	17
- 8ème assemblée nationale des militants grecs de la CSC	19
- 10ème congrès du syndicat national unifié des douanes (CFDT-France)	19
- 20ème congrès de la centrale de l'alimentation (CSC-Belgique)	20
- Congrès ordinaire de la CSC (Belgique)	21
- 34ème congrès de la confédération française démocratique du travail (CFDT)	22
- 34ème congrès de la confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)	26
- Congrès de la centrale syndicale des travailleurs des mines (FOTB-Belgique)	30
- Congrès national de la confédération générale du travail (CGT-Luxembourg)	31

PRISES DE POSITION DES COMITES PROFESSIONNELS ET INDUSTRIELS

- 3ème colloque européen du comité syndical des transports Cisl	34
- 6ème conférence du secteur pêche maritime de la fédération internationale des transports Cisl	37
- Les problèmes de l'emploi dans l'industrie textile examinés par les syndicats Cisl des Six	37
- Une note de la fédération internationale des métallurgistes chrétiens sur le problème sidérurgique	38
- Le conseil européen des syndicats chrétiens d'employés exprime sa satisfaction pour la rencontre avec Philips	42
- Une réunion du conseil d'Eurofedop	43

LES SYNDICATS FSM ET LE MARCHÉ COMMUN

- Déclaration de la conférence CGT-CGIL adoptée à Milan le 15 octobre 1967	45
--	----

III. LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'INTEGRATION EUROPEENNE

- Document du conseil national des ACLI relatif aux problèmes de l'union européenne	47
---	----

IV. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION

I. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

UNE RENCONTRE ENTRE LA COMMISSION ET LES SYNDICATS CISL ET CISC

Bruxelles, 11 décembre 1967

Une rencontre entre la Commission des Communautés européennes et une délégation des organisations syndicales CISL et CISC a eu lieu le 11 décembre 1967 à Bruxelles.

Ont participé à la rencontre, de la part de la Commission, M. J. Rey, président, MM. L. Levi Sandri et R. Barre, vice-présidents, MM. V. Bodson, A. Coppé, J.F. Deniau, W. Haferkamp, membres. La délégation syndicale était conduite par MM. A. Cool, président de l'organisation européenne de la CISC et B. Storti, président de la confédération internationale des syndicats libres et vice-président du comité exécutif du secrétariat européen de la CISL.

La rencontre, qui s'est déroulée dans une atmosphère de cordialité et de compréhension mutuelle, a donné lieu à un large échange de vues sur les principaux problèmes actuels de la Communauté.

La délégation syndicale a exprimé la nécessité que la fusion des exécutifs et la fusion des traités soient l'occasion pour de nouveaux progrès sur la voie de l'intégration économique et politique. Dans le domaine social, en particulier, le nouveau traité unifié devrait remédier aux insuffisances actuelles du traité de Rome. Les organisations syndicales ont également confirmé leur attitude favorable vis-à-vis de l'adhésion de nouveaux membres à la Communauté, pourvu que les pays candidats acceptent les traités existants dans leur lettre et dans leur esprit, ainsi que leur inspiration démocratique.

La Commission et la délégation syndicale ont convenu de l'opportunité de renouveler périodiquement leurs rencontres.

II. LES SYNDICATS ET L'EUROPE

LES DEMANDES D'ADHESION DU ROYAUME-UNI, DE L'IRLANDE, DU DANEMARK ET DE LA NORVEGE : UNE DELEGATION DU SECRETARIAT EUROPEEN CISL EST RECUE PAR M. SCHILLER AU NOM DU CONSEIL DE MINISTRES DE LA COMMUNAUTE

Luxembourg, 23 octobre 1967

Une délégation des syndicats libres européens conduite par M. Th. Rasschaert, secrétaire général du secrétariat syndical européen a été reçue le 23 octobre dernier à Luxembourg par M. Schiller, au nom du Conseil de ministres des Communautés européennes.

Les représentants de cette délégation ont entretenu M. Schiller du problème de l'élargissement des Communautés européennes et en particulier de l'adhésion de la Grande-Bretagne.

En cette circonstance, la délégation a remis le message suivant à destination du président du Conseil de ministres des Communautés européennes :

"A l'occasion de la session du Conseil consacrée à l'examen des demandes d'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège, le comité exécutif du secrétariat syndical européen (CISL) rappelle le désir permanent des organisations syndicales CISL des six pays de la Communauté de voir s'étendre la Communauté européenne à tous les pays démocratiques de l'Europe.

L'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège renforcera la cohésion politique de notre continent et contribuera ainsi à la réalisation de l'objectif fondamental des traités : la sauvegarde de la paix et de la liberté.

Le comité exécutif reconnaît l'importance des problèmes soulevés par la Commission européenne dans son avis du 29.9.1967; ceux-ci ne peuvent cependant servir de prétexte pour ne pas ouvrir les négociations. Au contraire, seules des négociations loyales permettront de préciser et de résoudre les questions

posées. Elles doivent être entamées avec la ferme volonté d'aboutir à un accord et avec l'intention de définir les conditions du fonctionnement démocratique et efficace de la Communauté élargie.

Devant le danger - pour la Communauté européenne et pour les pays ayant demandé leur adhésion - de prolonger l'actuelle période d'incertitude, le comité exécutif insiste pour que les négociations soient ouvertes sans délai".

RENCONTRE ENTRE LE CENTRE EUROPEEN DES ENTREPRISES
PUBLIQUES ET LES SYNDICATS CISL ET CISC

Bruxelles, 6 décembre 1967

Le centre européen des entreprises publiques (CEEP), organisme qui groupe les entreprises publiques de la Communauté européenne, et les organisations syndicales européennes de la CISL et de la CISC se sont rencontrés le 6 décembre 1967, à Bruxelles, au siège du Comité économique et social.

Il a été procédé au cours de cette réunion, qui s'est tenue dans une atmosphère constructive, à un large échange de vues sur les problèmes sociaux de la Communauté européenne.

Ces échanges de vues ont porté notamment sur la coordination des politiques sociales des Etats membres, la formation professionnelle, la réforme du fonds social européen et la convocation d'une conférence tripartite (gouvernements, employeurs, travailleurs) sur la politique de l'emploi.

Les délégations ont convenu de se rencontrer à nouveau dans le courant de l'année prochaine.

DECLARATION DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS
CHRETIENS DE LA METALLURGIE CONCERNANT LA POLITIQUE
SOCIALE EN METALLURGIE DANS LA COMMUNAUTE APRES
LA FUSION DES EXECUTIFS

Bruxelles, 25 et 26 octobre 1967

"Le bureau de la fédération internationale des syndicats chrétiens de la métallurgie, réuni les 25 et 26 octobre 1967 à Bruxelles, a discuté la politique économique et sociale en métallurgie au niveau communautaire et a fixé son point de vue.

Il a porté en particulier son attention sur les difficultés actuelles dans l'industrie sidérurgique dues en outre, au développement croissant des surcapacités de production.

Le bureau fait remarquer que les organisations de travailleurs de l'industrie sidérurgique ont, longtemps avant la fusion des exécutifs, demandé explicitement que des confrontations aient lieu avec la Haute Autorité sur :

- la politique de concentrations et d'investissements;
- la fusion des exécutifs et des Communautés.

Malgré la promesse faite par la Haute Autorité cette consultation n'a pas encore eu lieu. Le bureau proteste contre cette absence de consultation et insiste auprès de la Commission unique pour qu'une suite favorable soit donnée rapidement.

Le bureau exprime son inquiétude face à l'affaiblissement des moyens mis en oeuvre pour une véritable politique sociale dans les secteurs industriels.

L'absence de directives formelles en ce domaine pour la période transitoire s'aggrave avec la fusion des administrations.

Les traités n'ayant pas fusionné, le bureau exige que ceux-ci continuent à être appliqués dans leur intégralité et qu'aucune réalisation et initiative prise antérieurement, ne soit abandonnée.

Face à la fusion des administrations qui s'opère, le bureau pense que le fait de supprimer des postes et réduire les effectifs, ne sont pas des buts valables s'ils diminuent les réalisations, l'intensité des activités et mettent en cause l'application des traités.

De plus, il craint qu'une pratique s'établisse par cette fusion des administrations, qui s'alignerait sur un seul traité ou établirait une doctrine d'action avant qu'un nouveau traité ne soit élaboré, mettant ainsi les négociateurs en condition de s'aligner sur cette doctrine.

Le bureau de la FISCAM estime :

- qu'après la fusion des exécutifs, dans le cadre d'un traité unique, la politique communautaire pour l'industrie sidérurgique et pour tous les secteurs, doit être une politique concertée, c'est-à-dire qu'elle doit être le résultat d'une confrontation sérieuse entre toutes les parties intéressées à savoir, les employeurs, les travailleurs et les pouvoirs publics;
- que l'expansion économique, le développement de l'emploi, l'augmentation du niveau de vie et l'amélioration des conditions de travail doivent être des buts explicites à poursuivre et les solutions doivent être négociées entre les partenaires sociaux au niveau européen;
- que la très large interprétation donnée au traité CECA par la Haute Autorité doit se poursuivre et se développer au niveau de tous les secteurs.

C'est pourquoi le bureau estime nécessaire que par le traité unique, une politique industrielle européenne soit assurée et qu'à cet effet, des dispositions soient prévues dans le traité qui permettent la réalisation, pour tous les secteurs, d'une même politique sociale que celle qui existe déjà en vertu de l'application du traité de la CECA pour les travailleurs de l'industrie sidérurgique, notamment par :

- l'élaboration d'instructions et de normes pour une politique économique communautaire;
- la réalisation de moyens de consultation et de participation par lesquels une politique sociale adaptée est assurée.

Pour ce faire, le bureau estime que les possibilités de consultation doivent être maintenues et étendues à tous les secteurs par l'action de comités consultatifs et par l'action de commissions mixtes dont les pouvoirs doivent être étendus pour en faire de véritables commissions paritaires européennes".

LES SYNDICATS NEERLANDAIS DU TEXTILE DEMANDENT A
PARTICIPER AUX ETUDES COMMUNAUTAIRES DE CE SECTEUR

Utrecht, 23 octobre 1967

Le 23 octobre a eu lieu à Utrecht, l'assemblée générale de la fédération néerlandaise catholique des travailleurs du textile (NKV). Le président Huysmans, dans son allocution d'ouverture, s'est occupé de la situation dans l'industrie textile européenne. Il a dit notamment :

"Les représentants des employeurs et des travailleurs des divers pays devraient prendre part aux études sur l'industrie textile européenne ! Je voudrais encore attirer votre attention sur un certain nombre de problèmes particuliers avec lesquels nous sommes confrontés dans nos branches industrielles et au sujet desquels nous nous sommes déjà exprimés plusieurs fois dans les colonnes de notre journal syndical. Comme vous le savez peut-être, la Commission européenne a déjà entrepris depuis quelques temps une étude sur l'industrie textile de la CEE. Une première étude publiée en février 1966 a été débattue à la Commission économique (néerlandaise - n.d.l.r.) pour l'industrie textile. Ce débat a conduit à l'élaboration d'un mémorandum qui a été envoyé au ministre des affaires économiques (des Pays-Bas - n.d.l.r.) et qui a été expliqué plus en détail au cours d'une réunion au département.

A côté d'éléments d'appréciation positive, le mémorandum contient également de nombreux éléments de critique. Nous espérons que le gouvernement néerlandais tiendra compte du mémorandum lorsqu'il participera encore à ce type de travaux à Bruxelles.

Nous nous permettons également de faire une remarque à l'adresse de la Commission européenne. Il serait à notre avis extrêmement souhaitable de faire effectuer, en commun par des agents de la CEE et des représentants de l'industrie - y compris bien sûr les travailleurs - des différents pays, des études sur certaines industries, en l'occurrence l'industrie textile. S'adresser a posteriori à la Commission par la voie des organismes officiels à La Haye ou - ce qui est arrivé une fois - directement à Bruxelles me semble peu efficace. Il conviendrait de rechercher des moyens pratiques de mettre l'industrie en mesure de faire entendre sa voix à Bruxelles. Pour nous en tant qu'organisations de travailleurs, il est en outre d'une importance toute particulière que nous ayons le droit de parole, non seulement sur le plan social mais aussi sur le plan économique. Sans cela, nous ne pourrions pas - tant à l'échelon national qu'à l'échelon international - assumer pleinement nos responsabilités devant les conséquences sociales d'un assainissement de l'industrie textile dans la

CEE. La note de la Commission européenne sur les textiles et le mémorandum de la Commission économique soulignent la nécessité d'un examen plus approfondi par branche, la situation dans les diverses branches étant entièrement différente.

J'ai été surpris au plus haut point de ce qu'une telle étude n'ait pas encore été effectuée jusqu'ici alors que le péril dans l'industrie textile des différents pays de la CEE est devenu très actuel. Presque tous les secteurs souffrent d'une surcapacité et d'un excédent d'offre qui, en raison de la mécanisation et de l'automatisation croissantes, menacent de devenir de plus en plus importants.

La décadence actuelle du secteur textile accentue encore la nécessité d'apporter à ce problème une solution réelle. Une telle solution ne peut être trouvée que dans la mise en oeuvre rapide d'une politique industrielle et commerciale communautaire".

LE ROLE DES SYNDICATS AU NIVEAU EUROPEEN EVOQUE
PAR M. BRUSSEL, PRESIDENT DES METALLURGISTES
CATHOLIQUES NEERLANDAIS

Le 3 octobre 1967, P. Brussel, président du Katholieke Bond van Werknemers in het Metaal- en het Elektrotechnisch Bedrijf en aanverwante Bedrijven (métallurgistes catholiques néerlandais) a prononcé un discours devant le comité (Algemeen Bestuur) de sa fédération.

En ce qui concerne l'intégration européenne il a déclaré ce qui suit :

"Si la concentration économique croissante constitue déjà à l'échelon national un problème d'une brûlante actualité, lequel n'est pas sans impliquer des menaces pour les travailleurs, il prend une dimension nouvelle dans la perspective de l'intégration économique européenne.

En raison de cette évolution, qu'il faut saluer pour elle-même et en prévision de l'avenir, on prendra toujours davantage au niveau européen des décisions ayant une incidence directe sur les intérêts des travailleurs des pays européens. Les entreprises européennes appliqueront une politique économique européenne. Or, il n'est pas ou guère fait état d'une politique sociale à l'échelon européen.

Il n'en sera d'ailleurs pas question tant que dans les pays européens, le mouvement syndical n'exercera pas - comme jadis à l'échelon national - une action contraignante dans ce sens.

Mais il y aura beaucoup à faire dans ce domaine, alors que le temps presse. En effet, il faut une coopération à l'échelon européen, des syndicats de nos pays; cette coopération s'impose de toute urgence comme le seul moyen pour les travailleurs européens d'être associés à l'intégration européenne. C'est également le seul moyen pour empêcher qu'il ne soit pas décidé de leur sort sans eux.

Mais nous savons que l'intégration économique se réalise plus vite que l'harmonisation sociale, et par conséquent que la situation économique et la situation sociale n'évoluent pas en Europe selon des lignes parallèles. Cela rappelle certaines expériences amères du passé, et plus précisément l'époque de la première révolution industrielle, lorsque le progrès social demeurait également en retard sur le progrès technique et économique. Cela ravive des souvenirs de concentration de puissance contrastant avec l'impuissance, des souvenirs de dissipation sans limite contrastant avec une misère inconcevable.

Mais nous avons la dure obligation et la responsabilité de veiller à ce que l'histoire ne se répète pas et à ce que le droit d'intervention acquis à l'échelon national ne se perde pas à l'échelon européen.

C'est pourquoi le mouvement syndical européen, s'il veut être en mesure de remplir sa mission historique, devra rechercher par-delà toute les contradictions - même idéologiques - des formes de coopération et d'unité d'action qui lui permettront de constituer une force capable de jouer son rôle d'interlocuteur en face des employeurs européens et des pouvoirs publics européens. Nous savons que cela n'est pas une tâche si simple. Nous n'ignorons pas les multiples contradictions qui existent au sein du mouvement syndical européen. Mais il vaut la peine de s'efforcer au maximum d'atteindre l'objectif visé, parce que le sort des travailleurs européens en dépendra.

Or, cet effort ne pourra donner des résultats concrets que s'il est soutenu par l'esprit de sacrifice des travailleurs européens, fondé sur une solide conviction. C'est pourquoi nous devons à l'avenir faire mieux comprendre à nos membres que leur sort est de plus en plus lié aux destinées européennes.

Même à l'aide de nos activités d'éducation et de formation, nous contribuerons à diffuser cette idée. Nous devons également les associer entièrement à cette évolution, les aider à réaliser que leur situation est toujours davantage déterminée par divers développements de la situation européenne et qu'ils

devront donc, en pleine unité, exercer une influence sur ces développements. C'est seulement si tous nous voyons clairement que telle est notre tâche et notre position dans l'Europe en voie d'unification et si nous agissons en conséquence que l'Europe de demain apportera non seulement la prospérité mais aussi le bien-être pour tous; une telle Europe ne sera pas seulement celle des économistes; elle sera avant tout celle des travailleurs, une Europe qui ouvrira des horizons très larges pour nous et pour ceux qui viendront après nous".

M. J. HOUTHUYS A LA PRESIDENCE DE LA CSC (BELGIQUE)

M. J. Houthuys a été élu président de la confédération des syndicats chrétiens de Belgique. Il prendra ses fonctions présidentielles le 1er janvier 1969, comme successeur de M. A. Cool.

M. J. Houthuys est né à Opwijk le 15 juillet 1922. En 1944, il devint secrétaire général de la KAJ (JOC flamande). Le 1er juin 1951, M. Houthuys entre au service de la centrale chrétienne de la métallurgie de Belgique comme propagandiste principal, pour la province du Brabant, et en 1956, il devint secrétaire national de cette organisation. Il est délégué de la CSC au comité consultatif pour la formation professionnelle de la CEE.

DEUX NOUVEAUX SECRETAIRES A LA CENTRALE CHRETIENNE DE LA METALLURGIE DE BELGIQUE

Le comité national de la CCMB a nommé le 27 octobre dernier deux nouveaux secrétaires nationaux. Il s'agit de M. G. Heiremans et de M. J. Philipsen.

J. SPAUTZ, NOUVEAU PRESIDENT DE LA CONFEDERATION
DES SYNDICATS CHRETIENS DU LUXEMBOURG

A la suite du décès du président P. Schockmel, le comité central de la confédération des syndicats chrétiens du Luxembourg a élu M. J. Spautz, secrétaire syndical et député de Schiffange, en qualité de président.

M. J. Spautz est né le 9 septembre 1930 et a milité pendant près de quinze ans au sein de la jeunesse ouvrière chrétienne, dont il a été secrétaire général et président jusqu'en 1960. Il devint secrétaire syndical du LCGB le 1er juillet 1967.

REUNION D'INFORMATION DES SYNDICATS LIBRES ET CHRETIENS
SUR LES ACTIVITES SYNDICALES DANS LE DOMAINE DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bruxelles, 21 et 22 novembre 1967

Cette réunion a été introduite par une allocution de M. Levi Sandri, vice-président de la Commission des Communautés européennes, et a groupé les experts de la formation professionnelle des organisations syndicales des six pays affiliés à la CISL et à la CISC.

M. Winkler, de la direction générale "affaires sociales", a présenté un rapport sur l'état des activités de la CEE, dans le domaine de la formation professionnelle.

Il a rappelé que la Commission demande, entre autres, dans ses principes généraux pour la mise en oeuvre d'une politique commune de la formation professionnelle dans la CEE "de favoriser tous échanges directs d'expériences" et il a souligné que, en faisant les propositions qui ont finalement amené la décision du 2 avril 1963 sur les principes généraux, la Commission savait d'avance que pour accomplir les tâches en matière de formation professionnelle, elle aurait à collaborer étroitement avec les milieux compétents du monde économique et social.

L'importance qu'elle y attache se reflète également dans les programmes d'action de juillet 1965, dans le programme de politique économique à moyen terme (1966-1970) ainsi que pour les multiples travaux entamés actuellement en priorité. L'orateur a cité en ce contexte les études de la Commission pour comparer le contenu et les méthodes de la formation professionnelle dans les entreprises; celle sur la polyvalence dans les programmes de formation professionnelle et la recommandation du 18 juillet 1966 aux Etats membres sur le développement de l'orientation professionnelle.

ASSEMBLEES ET CONGRES SYNDICAUX

LE CONGRES DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS D'OUVRIERS AGRICOLES

Coblence, 28 et 29 septembre 1967

Les délégués des syndicats nationaux affiliés à la fédération internationale des syndicats chrétiens d'ouvriers agricoles (FISCOA) se sont réunis en congrès à Coblence (république fédérale d'Allemagne) les 28 et 29 septembre 1967.

Les problèmes européens ont été au centre des débats. Dans une résolution concernant le rapport d'activité, le congrès constate avec satisfaction que le "Kennedy round" vient de faire une contribution importante pour la suppression des entraves au commerce mondial, suppression qui aidera à améliorer les termes d'échange particulièrement au profit des nombreux pays en voie de développement et il espère que de telles négociations se répéteront à l'avenir".

Le congrès se réjouit aussi "de l'activité développée par l'internationale au sein du groupe européen pour l'agriculture et l'alimentation et souhaite que celui-ci puisse réussir à obtenir que la Communauté européenne établisse une politique sociale active dans le secteur agricole, qui tienne le pas avec les mesures de politique économique dans ce secteur".

La politique sociale agricole dans la CEE

Une résolution spécifique sur les problèmes de la politique sociale agricole au sein de la CEE a été adoptée par le congrès. Nous publions ci-après le texte de ce document.

"Le congrès constate :

- que l'évolution de la politique sociale dans l'agriculture se trouve en opposition manifeste vis-à-vis de l'évolution de la politique des marchés et des prix, laquelle est caractérisée par une vraie politique communautaire;
- que par cela, il n'est point satisfait aux prises de position, adoptées aussi bien par la conférence sociale de Rome, le Comité économique et social que par le Parlement européen, qui affirment que la politique sociale doit être intégrée à la politique agricole commune;
- que, de cette façon, il n'existe pas la coordination nécessaire entre la politique des prix et la politique sociale, ce qui provoque non seulement une distorsion de la concurrence, mais est aussi particulièrement responsable pour le maintien sinon de l'agrandissement des arrérages en matière de rémunération des travailleurs.

Le congrès est d'avis :

- que les salaires des travailleurs agricoles non seulement doivent suivre l'évolution de ceux des autres secteurs économiques mais que le retard relatif existant, vis-à-vis des autres groupes professionnels, doit être récupéré;
- qu'aussi bien la politique des prix que la politique des structures de la CEE doivent tendre au/et créer la marge nécessaire pour le rattrapage de ce retard;
- que les prix dans les produits agricoles fixés entre-temps, donnent, dans plusieurs pays membres, la possibilité d'améliorer le revenu des travailleurs et qu'il doit être considéré injuste que les augmentations de prix profitent exclusivement aux exploitants.

Afin de réaliser ce qui précède, le congrès estime :

1. Pour ce qui concerne l'activité du comité consultatif paritaire :

- qu'il faut étendre les compétences du comité consultatif paritaire pour les problèmes sociaux des travailleurs agricoles de telle façon, qu'il soit consulté à la préparation des décisions politiques ayant trait à tous les facteurs influençant la politique sociale dans l'agriculture;
- qu'à part la remise d'avis sur les problèmes sociaux des travailleurs agricoles à la demande de la Commission européenne, le comité paritaire devrait disposer du droit d'initiative.

2. Pour ce qui concerne les mesures concrètes à prendre à court terme :

- qu'il est nécessaire que la Commission, après avoir reçu l'avis du comité paritaire, procède à la fixation de salaires minimums régionaux pour autant qu'il ne soit pas satisfait à suffisance à cela par d'autres moyens;
- que les négociations entamées au niveau communautaire, entre les partenaires sociaux au sujet de l'harmonisation de la durée du travail doit résulter à la fixation de normes, qui doivent être reprises dans les conventions collectives endéans un délai déterminé;
- que, de la même façon, doivent avoir lieu des négociations concernant l'harmonisation des salaires et autres conditions de travail;
- que, s'il s'avérerait impossible d'arriver à un accord entre les partenaires sociaux sur ces sujets, la Commission de la CEE devrait user de tous les moyens à sa disposition, pour procéder à une réglementation de ces matières;
- que finalement, les discriminations dans le domaine de la sécurité sociale et la protection du travail qui, dans quelques Etats membres, existent encore entre les travailleurs agricoles et les autres travailleurs et sur lesquelles le comité paritaire a rendu un avis unanime à la Commission de la CEE, doivent être supprimées aussitôt que possible.

Le congrès décide :

- de porter cette décision à la connaissance des gouvernements nationaux et tous les autres organes et instances compétentes des pays membres et de la Commission européenne;
- de charger le comité à rédiger, dans un délai aussi court que possible, un programme d'action et de présenter celui-ci aux organisations nationales affiliées".

LE CONGRES DE L'INTERNATIONALE CHRETIENNE DES
TRAVAILLEURS DE L'ALIMENTATION, DU TABAC
ET DE L'HOTELLERIE

Coblence, 26 et 27 septembre 1967

Les 26 et 27 septembre 1967, a eu lieu à Coblence, le congrès de l'internationale chrétienne des travailleurs de l'alimentation, du tabac et de l'hôtellerie.

"Les délégués se réjouissent - affirme une résolution sur les problèmes européens - du fait que l'internationale a obtenu une consultation sur les problèmes de l'industrie du tabac et de la rationalisation de la meunerie, à côté de la représentation dans les différents comités consultatifs pour les produits agricoles. Ils regrettent néanmoins que, lors des travaux préparatoires en vue de l'harmonisation d'une série de prescriptions ayant trait à ces industries alimentaires, les représentants des organisations d'employeurs sont régulièrement consultés, mais qu'on néglige de recueillir l'avis des organisations syndicales des travailleurs intéressées, avant que les propositions soient portées devant le Comité économique et social et le Parlement européen, comme cela a été le cas avec les dispositions en matière des produits de chocolat, les produits de la transformation des fruits et les dispositions vétérinaires applicables au secteur de la viande".

"Compte tenu des conséquences sociales possibles - continue la résolution - que de telles mesures d'ordre économique peuvent avoir, les délégués insistent pour que le Conseil donne, aussitôt que possible, une suite favorable à l'avis du Comité économique et social, visant la création d'un "comité pour les produits alimentaires" assorti d'un "comité consultatif", dans lequel seraient représentés tous les groupes économiques intéressés y compris les travailleurs de l'alimentation".

Le document conclut en soulignant que "l'internationale rappelle le vœu déjà formulé antérieurement qui demande que soient constitués des comités paritaires européens dans lesquels siègeraient des représentants des organisations européennes des employeurs et des travailleurs de l'industrie alimentaire, de l'industrie du tabac et de l'industrie hôtelière respectivement, et dans lesquels ceux-ci pourraient délibérer sur les problèmes sociaux qui se posent dans les secteurs industriels en question et éventuellement conclure des accords-cadres concernant les conditions de travail fondamentales".

Une résolution du groupement professionnel des travailleurs du tabac

Le congrès a également adopté un document du groupement professionnel des travailleurs du tabac, qui affirme textuellement :

"Le groupement professionnel des travailleurs du tabac :

- a procédé à un examen des problèmes qui se posent lors de la réalisation du marché commun, principalement en ce qui concerne l'industrie du tabac;
- constate que l'on a fait des progrès dans le domaine de l'intégration européenne et il est d'avis que les travailleurs doivent participer aussi aux avantages;

- est, d'autre part, d'avis qu'il est urgemment nécessaire de réaliser des conditions de salaires et de travail équivalentes dans les pays membres de la CEE et dans les pays associés;
- invite toutes les organisations de travailleurs à collaborer dans cette optique;
- lance un appel urgent aux organisations d'employeurs à collaborer à la conclusion d'une convention collective cadre européenne.

Cette convention collective cadre devrait stipuler que :

- la durée normale du travail sera de 40 heures au maximum par semaine répartie sur les journées de lundi à vendredi. La durée du travail actuelle devra être réduite à 40 heures endéans un délai de cinq ans maximum;
- la durée du travail pour le travail en deux équipes sera de 37 h $\frac{1}{2}$ au maximum par semaine, à répartir sur les journées de lundi à vendredi;
- en trois équipes le travail comportera au maximum 35 heures par semaine à répartir du lundi jusqu'au samedi à 6 h. Rémunération sur base de la durée normale (40 h) plus 25 %;
- le travail en équipes sera défendu aux jeunes jusqu'à l'âge de 20 ans et aux adultes de 60 ans et plus;
- une année complète de travail donnera droit à un congé payé de quatre semaines au minimum;
- en cas de maladie, d'accident, d'invalidité ou de chômage le travailleur recevra le paiement de son salaire normal pendant une année;
- la rémunération sera basée sur un système de salaires hebdomadaires ou mensuels. Les méthodes de rémunérations actuelles composées d'un salaire horaire plus primes devront progressivement être transformées en salaires fixes. Le salaire plein d'adulte sera payé, au plus tard, à l'âge de 21 ans;
- les retenues pour les assurances sociales seront prises à charge par les entreprises;
- les négociations en matière de salaires et de conditions de travail, de même que le contrôle sur leur application, seront réservées exclusivement aux organisations d'employeurs et de travailleurs. Les commissions d'usine ou les délégations syndicales seront en première instance compétentes sur le plan des entreprises pour contrôler l'application des conditions de salaires et de travail;
- il faudra tendre à l'élaboration d'un statut pour les jeunes, réglant des conditions de salaires et de travail adéquates".

CONGRES DE L'UNION EUROPEENNE DES TRAVAILLEURS
DU FILM ET DE LA TELEVISION

Bruxelles, 23-27 octobre 1967

En congrès à Bruxelles du 23 au 27 octobre 1967, l'union européenne des travailleurs du film et de la télévision (affiliée au secrétariat international des syndicats du spectacle - CISL) a réclamé la création d'un réseau européen de distribution des films, complété ensuite par l'exploitation des productions européennes vers les pays tiers.

Les congressistes ont insisté pour qu'une partie des subventions nationales (ou plus tard harmonisées dans la CEE) à cette industrie soit utilisée pour établir ce réseau.

La réunion était présidée par M. J. Jenger (France).

Durant le congrès de l'union européenne, l'organisation-hôte (le comité national belge des travailleurs du film et de la télévision) a célébré son 20ème anniversaire.

8EME CONGRES STATUTAIRE DE L'UNION BELGE DES
OUVRIERS DU TRANSPORT (FGTB)

Anvers, 18, 19 et 20 septembre 1967

Du 18 au 20 septembre, l'UBOT (FGTB - Belgique) a tenu à Anvers son 8ème congrès statutaire.

M. R. Dekeyzer a présenté le rapport moral. Il a notamment déclaré que l'UBOT ne doit plus considérer les problèmes économiques au plan régional ou belge, mais que "nous devons penser européen". Il est d'accord pour dire que ce n'est pas là problème facile. "La CEE nous oblige à considérer les problèmes sur

le plan européen. Le comité paritaire du transport routier de la CEE a été installé l'année passée".

M. Seibert, président du syndicat des cheminots allemands, a salué le congrès au nom de M. Bodson, membre de la Commission des Communautés européennes et au nom de sa propre organisation.

Il a attiré l'attention notamment sur les conséquences du transport par containers, non seulement dans le transport maritime, mais également dans le transport par route, chemins de fer, et par les voies navigables intérieures. M. Seibert a ensuite déclaré que les syndicats voulaient contribuer à un mode de transport européen dans le cadre de la CEE mais qu'ils ne toléreraient jamais que le niveau de vie des ouvriers du transport européens soit atteint.

Les congressistes ont aussi entendu une série de rapports concernant les différents secteurs (navigation intérieure, transports routiers, ports, marine marchande et pêche).

Le congrès a adopté une série de résolutions portant sur les problèmes économiques et les questions sociales, et sur les problèmes spécifiques des différents secteurs du transport : navigation intérieure, marine marchande, pêche, de même qu'une résolution sur le transport routier.

De cette dernière résolution, nous reproduisons les passages relatifs à des questions européennes :

"L'UBOT se réjouit de l'installation du comité paritaire consultatif pour les problèmes sociaux dans le transport routier sur le plan de la CEE".

"Elle insiste pour que le premier projet que la Commission a établi, notamment en rapport avec la réglementation de l'équipage, le temps de conduite et la période de repos quotidienne, et qui a déjà obtenu l'avis favorable du Conseil économique et social et du Parlement européen, soit traité et approuvé sans délai par le conseil des ministres du transport, afin qu'il puisse être mis en vigueur par les Etats membres de la CEE au 1er janvier 1968".

8EME ASSEMBLEE NATIONALE DES MILITANTS GRECS DE LA CSC

Overijse, 30 septembre - 1er octobre 1967

Les militants grecs de la CSC ont tenu leur 8ème assemblée nationale les 30 septembre et 1er octobre 1967 à Ter Nood, Overijse, sous la présidence de leur responsable, J. Yanneredis.

A l'issue de leurs travaux, les participants ont adopté une longue résolution dans laquelle on dit notamment que les militants grecs de la CSC décident "de lutter pour que la discrimination existant entre travailleurs grecs et travailleurs des six pays de la CEE disparaisse, notamment en matière de sécurité sociale et en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs étrangers dans les six pays de la CEE".

10EME CONGRES DU SYNDICAT NATIONAL UNIFIE DES DOUANES (CFDT - FRANCE)

Dourdan, 3-6 octobre 1967

Du 3 au 6 octobre 1967 s'est tenu le congrès du SNUD (CFDT - France), à Dourdan (région parisienne).

Devant les problèmes posés par l'échéance communautaire du 1er juillet 1968, P. Micaelli, secrétaire général a insisté sur la nécessité d'élaborer au plan européen une politique commune de défense des intérêts des corporations douanières.

Le congrès a élu MM. Vigne : président; Micaelli : secrétaire général; Taddei et Daumarie : secrétaires généraux adjoints.

20EME CONGRES DE LA CENTRALE DE L'ALIMENTATION
(CSC - BELGIQUE)

Anvers, 22 et 23 octobre 1967

La centrale chrétienne des travailleurs de l'alimentation s'est réunie en congrès les 22 et 23 octobre dernier à Anvers.

M. E. Machielsens, président, a ouvert les travaux du congrès en développant le rapport d'activité de la centrale.

Abordant la place du syndicalisme chrétien dans la construction de l'Europe, le président a, entre autres, déclaré :

"Dans l'ensemble du syndicalisme européen et international, notre centrale remplit une tâche importante. Elle est représentée au sein du groupe de travail "agriculture et alimentation" groupant les syndicats des travailleurs agricoles et alimentaires affiliés à la CISC dans les six pays de la CEE et dont notre centrale assure le secrétariat. Partant, notre centrale prend une part active dans les consultations organisées par la CEE et elle est représentée au "comité consultatif paritaire pour les problèmes sociaux des travailleurs agricoles de la CEE" et aux "comités consultatifs pour les produits agricoles".

"Nonobstant la lenteur inévitable avec laquelle travaillent de tels organismes internationaux en général, a poursuivi l'orateur, nous devons constater que l'on peut s'attendre sous peu à la conclusion d'une convention-cadre européenne pour la réglementation de la durée du travail dans l'agriculture, grâce aux négociations entamées entre les organisations européennes des agriculteurs et les organisations syndicales européennes des travailleurs agricoles.

Nous espérons vivement - a affirmé M. Machielsens - que de semblables contacts paritaires puissent se développer sur le plan des industries alimentaires, du tabac et de l'hôtellerie".

Après le président de la centrale, M. M. Reynaerts, secrétaire général, a présenté une série de questions d'actualité concernant : la femme travailleuse; la diminution de la durée du travail; la délégation syndicale; concentrations et fermetures d'entreprises; le statut des ouvriers; la journée du dimanche.

Ensuite les congressistes se sont réunis par secteurs professionnels pour discuter des problèmes spécifiques à ces secteurs.

M. R. Kuylen, secrétaire adjoint de la CSC, a prononcé le discours de clôture du congrès.

CONGRES ORDINAIRE DE LA CSC (BELGIQUE)

Bruxelles, 28 octobre 1967

Le congrès ordinaire de la CSC s'est tenu à Bruxelles (Palais des Congrès) le 28 octobre dernier.

Après le discours d'ouverture prononcé par le président A. Cool, M. L. Dereau, secrétaire général, a présenté un rapport sur la réalisation des résolutions posées par le congrès précédent.

Ensuite, M. J. Keuleers, secrétaire national, a entretenu les congressistes de deux problèmes d'actualité : le problème du plein emploi et celui de la fermeture d'entreprises. Abordant la question de l'indemnisation des licenciés pour fermetures d'entreprises, M. Keuleers a notamment déclaré : "Nous optons pour un système d'attente et de reclassement inspiré par celui de la CECA. Cela ne veut pas dire que nous devons copier le système CECA, par exemple en ce qui concerne les délais d'indemnisation et la dégressivité des taux, mais nous pouvons adopter le système de l'indemnité d'attente et de reclassement".

Après cet exposé, une trentaine de délégués sont intervenus dans le débat. Enfin, le congrès a adopté une résolution portant sur les problèmes exposés par M. Keuleers.

De cette longue résolution, nous soulignons les passages suivants, dans la partie relative au plein emploi : "Le congrès en réfère à ses résolutions antérieures, relatives à l'intégration européenne. Il souligne, dans les conditions présentes, la dépendance économique - et dès lors de l'emploi en Belgique - des autres Etats membres; en conséquence, il rappelle la nécessité d'une programmation économique européenne, d'une politique régionale et conjoncturelle", et dans la partie relative à la fermeture des entreprises, le congrès

réclame : "l'application d'un système d'indemnité d'attente et de reclassement semblable à celui de la CECA".

Dans le discours de clôture, le président Cool a, entre autres, déclaré : "pour que notre action aboutisse, il faut que se réalise une complète collaboration, non seulement entre partenaires sociaux mais aussi avec les gouvernements et le Marché commun". Il a également rappelé que le 1er juillet 1968, l'union douanière totale sera réalisée dans le Marché commun. "C'est à ce niveau - a-t-il dit - que se posera le problème du plein emploi. Celui aussi de la formation professionnelle. Celui du Fonds social européen, dont la caisse devrait être plus largement garnie, chose que les ministres des finances n'acceptent pas".

34EME CONGRES DE LA CONFEDERATION FRANCAISE
DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL (CFDT - CFTC)

Issy-les-Moulineaux, 9-12 novembre 1967

Du 9 au 12 novembre 1967 s'est tenu à Issy-les-Moulineaux (région parisienne) le 34ème congrès des syndicats CFDT.

Environ 1.600 délégués représentant 4.000 syndicats ont, pendant quatre jours, analysé l'activité de la confédération et fixé les grandes orientations pour la période 1967-1970.

Dans son rapport d'activité, M. E. Descamps, secrétaire général, a examiné la situation économique et sociale, ainsi que les résultats de l'accord CGT-CFDT, et le droit syndical dans l'entreprise.

Pour ce qui est des problèmes internationaux, le rapport, présenté par M. Descamps, précise à propos de l'Europe :

"Le congrès, en confirmant les positions antérieures de la CFDT, favorables à la construction d'une Europe communautaire et démocratique :

- constate que l'Europe des "Six" a été créée sous le signe du libéralisme économique et devient de plus en plus une Europe des "affaires" dominée par les grands intérêts économiques et financiers du capitalisme international.

Devant cette réalité, et au-delà des oppositions d'intérêts des divers pays et des différentes conceptions des gouvernements sur l'avenir politique de l'Europe, le 33ème congrès de la CFDT (ofte) :

- affirme que la responsabilité primordiale du syndicalisme ouvrier reste la mise sur pied d'un pouvoir syndical européen, capable de peser sur les centres de décision au niveau des trusts économiques et des concentrations industrielles, et capable d'orienter la construction d'une Europe démocratique dans le domaine social, économique et politique.

Ces exigences doivent se traduire par :

- une planification démocratique de l'économie à l'échelle européenne, qui seule permettra de réaliser une harmonisation et un développement du niveau de vie des populations;
- une harmonisation sociale dans le progrès et au niveau le plus élevé;
- l'ouverture du Marché commun aux autres pays démocratiques européens;
- l'organisation d'une solidarité active avec les pays du tiers monde;
- la recherche de structures politiques démocratiques, respectant à la fois les traditions et les intérêts fondamentaux des peuples et la dimension nouvelle d'une Europe communautaire.

Pour la réalisation de ces objectifs, le 34ème congrès de la CFDT souhaite que soit rendue possible, dans un avenir proche, une rencontre des forces syndicales du Marché commun, permettant de déterminer des positions communes pour une défense efficace des travailleurs".

A propos de l'Europe notons l'intervention de Desjardins (Roubaix) qui estime : "qu'il faut travailler à une promotion collective et européenne des travailleurs, ce qui suppose que soit créé un courant communautaire abolissant tout nationalisme. Dans le cadre de l'Europe, il faut défendre les intérêts des travailleurs et préparer l'élargissement. La condition de la promotion des travailleurs européens est un véritable rapprochement avec le tiers monde, démystifiant l'aide accordée actuellement".

Après plusieurs interventions de délégués étrangers de diverses appartenances internationales, A. Jeanson, nouveau président confédéral a défini les lignes de forces qui se dégagent de ce congrès :

- une plus grande cohésion interne;
- une clarification de la pensée politique de la CFDT;
- une gigantesque bataille pour la paix.

Il a terminé en affirmant le souci pour la CFDT d'élargir les relations internationales et de renforcer la cohésion et l'unité entre les fédérations professionnelles des six pays et au-delà.

Le nouveau bureau confédéral

Président honoraire	M. M. Bouladoux
Président	M. A. Jeanson (remplaçant G. Levard, démissionnaire)
Secrétaire général	M. E. Descamps

Secrétaires généraux adjoints

J. Alidieres, trésorier
 L. Lucas, chargé de l'intérim
 S. Troisgros
 R. Lebescond, directeur de l'institut confédéral de formation syndicale

Membres

R. Decaillon; P. Caspard; R. Bonety; R. Duvivier; F. Lagandre; A. Detraz;
 Ch. Dillinger; J. Maire; J. Monnier; E. Maire; R. Mathevet; P. Butet.

Résolution pour une Europe démocratique

"Le 34ème congrès de la CFDT, conscient de la dimension européenne et internationale que prennent la plupart des problèmes posés aux travailleurs français;

Constatant, d'une part, l'accélération de la réalisation du Marché commun par la libre circulation des marchandises et des produits sans barrière douanière entre les "Six", qui sera effective le 1er juillet 1968 avec toutes ses conséquences économiques et sociales pour les travailleurs;

Et, d'autre part, le caractère libéral de la construction européenne - le Marché commun étant dominé par les grands intérêts économiques et financiers du capitalisme international - l'harmonisation des conditions de vie, de travail, de sécurité ne peut se réaliser qu'au niveau le plus bas et avec une aggravation des disparités régionales et professionnelles.

Le congrès déclare que, sans un changement radical de la politique économique et sociale, il serait exclu que les travailleurs puissent se sentir engagés dans la réalisation de la Communauté européenne.

Le 34ème congrès affirme que seule une stratégie économique commune, conduisant à une planification démocratique à l'échelle européenne, peut réaliser : le plein emploi, l'harmonisation dans le progrès des conditions de travail et de vie, l'élargissement des responsabilités économiques et sociales du syndicalisme ouvrier, l'indépendance économique et technologique de l'Europe.

Cette planification européenne exige un contrôle démocratique - en particulier syndical - sur les prévisions, les initiatives, les décisions des institutions et commissions européennes.

Aussi dans l'immédiat, au moment de la mise en place de la Commission unique des Communautés européennes, le congrès exige au minimum :

- a) la réunion d'une conférence tripartite européenne regroupant le Conseil de ministres, la Commission, les organisations syndicales, en vue de définir les moyens à mettre en oeuvre pour réaliser une véritable politique de progrès économique et social dans le Marché commun;
- b) le maintien intégral des dispositions particulières de la CECA pour les industries sidérurgiques et minières concernant notamment : les garanties

sociales, la procédure de consultation des organisations syndicales, la politique des prévisions économiques et de recherche, le maintien de l'impôt communautaire sur le charbon et l'acier et du contrôle budgétaire par le Parlement européen.

Confirmant les positions antérieures de la CFDT (cftc), le congrès se prononce pour l'ouverture de la Communauté européenne aux pays démocratiques et pour les négociations avec la Grande-Bretagne et les pays scandinaves qui en ont fait la demande.

Le congrès est persuadé que les difficultés réelles d'ordre technique, qui seront soulevées au cours de ces négociations, peuvent être surmontées si tous les pays membres de la Communauté européenne en ont la volonté politique.

Le 34ème congrès se prononce également pour une coopération économique et culturelle entre le Marché commun, l'URSS et les démocraties populaires, et confirme son opposition à l'établissement d'un traité d'association avec l'Espagne franquiste, et exige la suspension du traité d'association avec la Grèce tant que ce pays n'aura pas retrouvé ses libertés démocratiques.

Le 34ème congrès, en se prononçant pour le renforcement de l'Europe dans les domaines social, économique et politique, affirme qu'une Europe indépendante et démocratique peut être un élément positif d'équilibre mondial pour consolider la paix et pour le développement d'une solidarité active avec les pays du tiers monde.

Pour la réalisation de ces objectifs, le 34ème congrès confirme sa volonté de travailler au rapprochement des forces syndicales de tous les pays européens afin de donner une dimension européenne au combat syndical, préparant ainsi la réalisation d'un puissant mouvement syndical européen".

34EME CONGRES DE LA CONFEDERATION FRANCAISE
DES TRAVAILLEURS CHRETIENS (CFTC)

Clichy, 17-18-19 novembre 1967

Les 17, 18 et 19 novembre s'est tenu à Clichy (région parisienne) le congrès de la CFTC (maintenue).

Près de 800 délégués représentant 55 unions départementales et fédérations étaient présents.

J. Tessier, secrétaire général, a fait état dans son rapport d'activité de la représentation reconnue de son organisation et a insisté sur les différences, marquant l'originalité de la CFTC. Il a affirmé la volonté de sa confédération de faire un syndicalisme sérieux, constructif et fraternel, en même temps qu'il a souligné la volonté de la CFTC de rester fidèle à la doctrine chrétienne.

Nouveau bureau confédéral

Président	: M.	J. Sauty	(mineurs)
Vice-présidents	: Mlle	M. Tribolati	(employés)
	MM.	Ch. Bahurel	(EGF)
		M. Nickmilder	(Union Ile-de-France)
		C. Perrault	(fonctionnaires)
		A. Poteau	(chimie)
Secrétaire général	: M.	J. Tessier	(employés)
Secrétaires généraux adjoints	: Mme	J. Jacob	(Bas-Rhin)
	MM.	J. Bornard	(mineurs)
		J. Gruat	(employés)
		J. Page	(presse)
Trésorier	: M.	J. Thuillier	(cadres)
Trésorier adjoint	: M.	F. Castelli	(Bouches-du-Rhône)
Membres du bureau	: MM.	P. Bretonville	(cadres)
		J. Pouillard	(Moselle)
		R. Racine	(Union Ile-de-France)

Résolution internationale adoptée par le congrès

Dans la résolution sur les problèmes internationaux, une partie a été consacrée aux questions européennes. On y affirme à ce propos :

"Le congrès confirme son attachement au renforcement de l'unité européenne, gage d'une progression plus rapide des niveaux de vie et facteur important de consolidation de la paix en Europe et dans le monde.

Il se déclare favorable à un élargissement de la Communauté des Six dans l'esprit des traités de Rome et de Paris et en sauvegardant les résultats déjà acquis".

Kennedy round

"Il salue le témoignage remarquable de solidarité qu'a donné la Communauté européenne au cours des négociations commerciales appelées "Kennedy round" qui, pour la première fois, a permis à l'Europe de traiter d'égal à égal avec d'autres grands ensembles économiques du monde.

Mais à ce propos, il déclare qu'une politique réduite à un simple abaissement des barrières douanières autour de la Communauté serait incomplète et même dangereuse dans la mesure où elle livrerait le marché européen et les travailleurs européens à tous les soubresauts du marché mondial.

Il demande donc aux gouvernements et à la Commission européenne d'agir au sein du GATT en vue d'obtenir que cette politique douanière s'accompagne d'une politique d'organisation des marchés, visant notamment à une régularisation des cours des matières premières afin, d'une part, de garantir des ressources aussi régulières que possible aux pays en voie de développement; d'autre part, d'éviter sur le plan de l'industrie européenne des à-coups dangereux économiquement et socialement".

Fusion des Communautés

"Le congrès considère la fusion des exécutifs des Communautés européennes comme un nouveau pas encourageant dans le sens de l'unité européenne, à la condition d'un maintien intégral des acquis économiques et sociaux des traités.

Mais il déclare, là encore, qu'une Europe des travailleurs ne peut se satisfaire d'une simple politique de suppression des barrières douanières entre les Etats.

Il demande donc :

- la mise en place de véritables politiques communes dans :
 - les différents secteurs professionnels;
 - les domaines relevant directement des Etats : développement économique à moyen terme (recherche scientifique, politique monétaire et fiscale, régime des sociétés, etc.)
 ainsi que l'élaboration de moyens efficaces pour le développement des régions;
- le renforcement des dispositifs de protection des travailleurs, notamment du Fonds social européen, afin que l'accélération du progrès économique ne se traduise pas par des difficultés accrues pour certains travailleurs;
- l'élaboration d'une politique sociale commune dans des domaines tels que l'emploi, le logement, la formation professionnelle, la sécurité sociale, etc.;
- la mise au point de conventions collectives européennes".

Des comités paritaires européens

"Le congrès considère que l'aspect international de tous les problèmes n'apparaîtra aux intéressés que dans la mesure où les données nouvelles leur auront été présentées.

Le congrès demande la création, au sein de la Communauté économique européenne et dans le cadre de chaque secteur d'activité de comités paritaires européens, de caractère consultatif, destinés à permettre une confrontation régulière des points de vues des organisations de travailleurs et d'employeurs sur l'évolution de la situation économique et sociale dans chacun de ces secteurs".

CONGRES DE LA CENTRALE SYNDICALE DES TRAVAILLEURS
DES MINES (FOTB - BELGIQUE)

Bruxelles, 24, 25 et 26 novembre 1967

La centrale syndicale des travailleurs des mines (FOTB) a tenu son congrès statutaire les 24, 25 et 26 novembre 1967, à Bruxelles, sous la présidence de M. E. Dubois.

M. R. Balesse, secrétaire général, a présenté le rapport d'activité de la centrale couvrant la période d'octobre 1964 à octobre 1967. M. Vinck, directeur général des affaires sociales des Communautés européennes, a apporté le salut de la Commission, et s'est dit convaincu de la nécessité de voir s'élargir le rôle joué par les travailleurs dans les décisions à prendre par la Communauté dans le domaine social. Il a souligné l'importance de la récente création d'une direction générale de l'énergie au sein de la Communauté, susceptible de définir la place du charbon pour un temps suffisamment long, pour éviter toute surprise.

M. Arendt, président de l'IG Bergbau und Energie (DGB - Allemagne) a apporté le salut de l'internationale des mineurs.

A l'issue de ses travaux, le congrès de la centrale des mineurs a adopté toute une série de résolutions portant sur les problèmes de l'actualité sociale et économique en Belgique.

Les congressistes ont également adopté la résolution suivante sur la CECA :

"Le congrès de la centrale des mineurs, réuni les 24, 25 et 26 novembre 1967 :

- constate que lors de la fusion des exécutifs européens aucun représentant syndical n'a été coopté;
- considère que la fusion des traités doit garantir le progrès social et le plein emploi;
- en conséquence, réclame de la part des gouvernements et de la Communauté toutes les garanties sociales qui existaient dans le traité CECA;

- constate l'effort entrepris par les organisations européennes des mineurs auprès des Communautés pour l'établissement d'une politique énergétique;
- considère que cette action doit être poursuivie".

Dans une autre résolution, relative à la liberté syndicale et plus particulièrement concernant les espagnols et les grecs, le congrès "renouvelle son opposition à l'association de l'Espagne aux organisations communautaires, et réclame l'exclusion de la Grèce de ses organismes".

CONGRES NATIONAL DE LA CONFEDERATION GENERALE
DU TRAVAIL (CGT - LUXEMBOURG)

Luxembourg, 18 et 19 novembre 1967

La confédération générale du travail (CGT - Luxembourg) a tenu son congrès national les 18 et 19 novembre dernier.

M. Bodson, membre de la Commission des Communautés européennes, a salué les congressistes au nom de cette Commission et, dans son allocution, a notamment regretté que la revendication syndicale relative à la cooptation d'un commissaire n'ait pas reçu une suite favorable et a affirmé que les problèmes sociaux et les revendications syndicales constitueront une préoccupation permanente de l'exécutif unique européen.

M. A. Weis, président de la CGT, a longuement parlé dans son exposé d'ouverture des problèmes actuels de l'intégration européenne. Il a notamment insisté sur le fait que les dispositions sociales des traités européens n'avaient jamais donné entière satisfaction au monde syndical. "Pourtant - a-t-il continué - l'expansion économique rapide, première conséquence du Marché commun, a certainement été un facteur d'amélioration du standard de vie des travailleurs. Mais il ne faut pas oublier néanmoins que les syndicats et les actions qu'ils ont menées à travers leurs pays, y ont été pour quelque chose".

"D'un autre côté - a encore fait remarquer M. Weis - il faut regretter l'absence de toute coordination dans la politique économique européenne ainsi que l'insuffisante possibilité d'intervention des organes communautaires.

Aussi la forte concentration qui se manifeste dans les secteurs industriels pose de graves problèmes d'emploi". "L'économie des Six - a-t-il précisé - ne s'est pas adaptée assez rapidement au marché européen. De cette façon, les grands trusts américains se sont taillé la "part du lion", et avant tout, dans les secteurs d'avenir. Cela, grâce à leurs énormes possibilités financières et technologiques. Il faudrait donc que les syndicats prennent garde que l'Europe ne devienne un genre de satellite économique des Etats-Unis".

"Face à cette abdication de l'Europe au niveau de la politique mondiale, des moyens d'action nouveaux doivent être mis en oeuvre. La concentration économique doit donc nécessairement être compensée par une superstructure politique sur le plan européen. Il faut que le Parlement européen soit élu directement et doté de pouvoirs de contrôle, tant à l'égard d'un gouvernement que d'une administration européenne".

"Or, pour arriver à cette fin, a conclu M. Weis, une coopération entre toutes les forces syndicales est nécessaire. C'est alors seulement que l'homme deviendra le centre de préoccupation de cette Europe nouvelle. Les syndicats doivent donc repenser leurs structures sur le plan national, afin de pouvoir aboutir, à travers une collaboration qui sera de plus en plus étroite, à un regroupement de toute la classe ouvrière dans une seule confédération syndicale".

Résolution sur les problèmes européens

A l'issue de ses assises, le congrès a adopté, sur les problèmes européens, la résolution suivante :

"Le congrès regrette que lors de la fusion des exécutifs des Communautés européennes l'influence syndicale ait été diminuée et critique vivement l'attitude antisyndicale de certains gouvernements.

Il insiste sur la nécessité d'une collaboration active des syndicats lors de l'élaboration du traité de fusion des Communautés et demande une représentation syndicale directe et adéquate au sein des organes à créer.

Le congrès exige qu'au niveau européen l'accent soit mis davantage sur la politique sociale, afin de préserver les travailleurs et leurs familles des répercussions négatives de la rationalisation et de la concentration économique. Dans cet ordre d'idées il soutient pleinement les efforts du secrétariat syndical européen.

Le congrès se prononce pour l'admission d'autres pays démocratiques européens aux Communautés. Il est pourtant d'avis qu'un élargissement des Communautés ne doit pas avoir pour résultat d'affaiblir la cohésion interne de l'association existante.

Le congrès renouvelle son appel aux organisations-sœurs européennes, affiliées à la CISL, de continuer leurs efforts en vue de la création d'une organisation syndicale européenne énergique et solidement structurée du point de vue organique.

Les répercussions négatives de la concentration économique ne peuvent être compensées efficacement que par une concentration correspondante des forces syndicales.

Le congrès recommande une coopération des syndicats européens de toutes les tendances".

Le nouveau bureau de la CGT

Le nouveau bureau de la CGT se compose comme suit :

- président : A. Weis
- secrétaire général : M. Hinterscheid
- membres du bureau : B. Berg
R. Hengel
J. Franck
F. Hildgen
J. Marson
G. Sand
J. Molitor
M. Warny

PRISES DE POSITION DES COMITES PROFESSIONNELS ET INDUSTRIELS

TROISIEME COLLOQUE EUROPEEN DU COMITE SYNDICAL DES TRANSPORTS CISL

Rotterdam, 30 novembre-1er décembre 1967

Le comité syndical des transports de la Communauté - groupant les syndicats des transports (CISL/ITF) au niveau des Six - a tenu, les 30 novembre et 1er décembre 1967, à Rotterdam, son troisième colloque sur les transports en Europe.

Ph. Seibert, président du syndicat des cheminots allemands et du comité syndical des transports de la Communauté (ITF), a dirigé cette importante manifestation à laquelle ont pris part environ 400 personnes, dont de nombreux délégués des syndicats des transports des pays de la CEE et de l'AELE, des représentants du monde patronal, des administrations des Etats membres et des institutions communautaires.

Ont pris la parole dans l'ordre, MM. Keyzer, secrétaire d'Etat néerlandais aux transports et au Waterstaat, Seibert, président du comité syndical des transports de la Communauté (ITF), Leber, ministre allemand des transports et président en exercice du Conseil de ministres des Six, Bodson, membre de la Commission des Communautés européennes chargé des questions de transport.

Il a été clairement établi que, jusqu'à présent, les problèmes provoqués par une nécessaire organisation et harmonisation des transports dans la CEE n'ont pour la plupart d'entre eux pas encore reçu de solution. C'est précisément en raison de l'absence d'un assainissement au niveau européen que le gouvernement allemand a décidé de prendre des mesures sur le plan national. Selon l'avis de plusieurs orateurs, l'assainissement des différents modes de transport implique l'établissement urgent d'un marché organisé selon des règles communautaires, apte à répondre aux besoins accrus des transports, assurant la suppression de toutes discriminations basées sur la nationalité, et tendant à éliminer la concurrence ruineuse et l'exploitation abusive de positions dominantes.

L'exposé de M. Bodson, membre de la Commission des Communautés

M. Bodson a fait un exposé sur "la politique commune des transports, élément de l'union économique ?".

Dans l'introduction de son exposé, M. Bodson a analysé les dispositions consacrées aux transports dans le traité de Paris instituant la CECA et le traité de Rome instituant la CEE. M. Bodson a procédé également à un examen des facteurs économiques et sociaux qui lui permettent de répondre par l'affirmative au thème de sa conférence; l'union économique entre les pays membres des Communautés européennes est inconcevable sans politique commune des transports.

M. Bodson a présenté ensuite un tableau des efforts entrepris depuis 1952 à Luxembourg et depuis 1958 à Bruxelles, pour arriver à la politique commune des transports. Partant des idées et des données dont la Commission s'était inspirée lors de l'élaboration de son mémorandum de 1961 et de son programme d'action de 1962, M. Bodson a procédé à un examen des nombreuses propositions que la Commission a transmises au Conseil depuis 1963.

M. Bodson, tout comme le Parlement européen, a vivement regretté que le conseil des ministres des transports ne se soit pas réuni plus souvent. La dernière réunion du conseil remonte en effet au mois d'octobre 1966. Plus de dix propositions de règlements de la Commission se trouvent en instance devant le conseil, alors que le Parlement européen et le Comité économique et social ont rendu leur avis sur la plupart de ces propositions.

Malgré le retard que la politique commune des transports accuse par rapport à d'autres politiques, M. Bodson s'est déclaré optimiste quant à l'avenir. Il fonde son optimisme, d'une part sur les nécessités économiques inéluctables que la réalisation de l'union douanière au 1er juillet 1968 impose aux instances communautaires et, d'autre part, sur la volonté politique qui anime les ministres des transports, constatation qu'il a pu faire lors des premiers contacts avec les ministres responsables depuis son entrée en fonction comme membre de la Commission chargé des questions de transports.

M. Bodson a souligné l'importance qu'il attache à la prochaine réunion du conseil des ministres des transports, les 13 et 14 décembre 1967. Il fera tout ce qui est en son pouvoir afin "qu'un dialogue permanent et constructif puisse s'engager entre le conseil et la Commission". Les problèmes que posent les transports dans tous les pays de la Communauté sont nombreux et graves. Il s'agit d'y apporter des réponses communautaires.

En conclusion, M. Bodson a déclaré que la Commission s'efforcera de mener à bien l'oeuvre qu'elle a entreprise dans le domaine de l'organisation du marché des transports, afin de permettre au conseil de parvenir en temps utile à un accord sur toutes les mesures indispensables à la réalisation de l'union économique. Finalement, M. Bodson a souligné que "la Commission ne perdra pas de vue l'importance particulière que revêtent les questions sociales". Il a exprimé l'espoir que la Communauté puisse donner un "nouvel élan" à la politique des transports et notamment à ses aspects sociaux.

La résolution adoptée

Dans la résolution adoptée à l'occasion de la conférence de Rotterdam, le comité syndical des transports de la Communauté (ITF - Cisl) affirme que pour arriver à l'établissement d'un véritable marché commun des transports, il faut - avant tout - des règles coordonnant les investissements, une réglementation sévère de l'accès au marché, et des mesures tendant à harmoniser les conditions de travail dans les différents modes de transport. De l'avis des syndicats, la réglementation de la capacité ne doit pas porter uniquement sur les transports professionnels, mais doit aussi être étendue aux transports pour compte propre et aux pipe-lines.

Dans sa résolution, le comité exprime également sa profonde inquiétude au sujet du retard considérable pris par les travaux de la CEE en matière de politique sociale dans les transports. Il lance un appel pressant aux instances communautaires pour qu'elles intensifient leur collaboration avec les milieux syndicaux intéressés et prennent les initiatives qui s'imposent pour réaliser l'indispensable harmonisation sociale dans les différents modes de transport.

La journée du 1er décembre a été consacrée à une réunion interne du comité syndical des transports de la Communauté (ITF - Cisl).

6EME CONFERENCE DU SECTEUR PECHE MARITIME DE LA
FEDERATION INTERNATIONALE DES TRANSPORTS CISL

Hull (Grande-Bretagne), 17, 18, 19 octobre 1967

Du 17 au 19 octobre 1967 a eu lieu à Hull (Grande-Bretagne) la 6ème conférence d'après-guerre du secteur pêche maritime de cette fédération.

Le rapport comprenait une partie concernant le Marché commun, qui a été discutée par les délégués.

Dans le compte rendu des débats de cette conférence on y lit, entre autres :

"Il ressort du rapport présenté que, ces deux dernières années, l'examen des problèmes économiques et sociaux propres à la pêche a notablement progressé dans le cadre de la CEE.

Durant les discussions sur ce problème, les représentants syndicaux de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Belgique, ne se sont pas contentés de fournir des précisions sur la constitution prochaine d'un conseil consultatif paritaire (qui transmettra des propositions au Conseil de ministres) mais ont vivement encouragé les syndicats du Royaume-Uni et des pays scandinaves à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils adhèrent à la CEE".

LES PROBLEMES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE TEXTILE
EXAMINES PAR LES SYNDICATS CISL DES SIX

Verviers, 31 octobre 1967

Le comité syndical européen du textile et de l'habillement (CISL) s'est réuni le 31 octobre dernier près de Verviers, afin d'examiner un certain nombre de problèmes qui revêtent une importance toute particulière pour les travailleurs des deux secteurs industriels susmentionnés.

"Après analyse des multiples conséquences économiques et sociales qui affectent les travailleurs à l'occasion des profondes mutations industrielles, le comité syndical européen du textile et de l'habillement (CISL) exprime une nouvelle fois toute l'inquiétude que lui causent les problèmes de l'emploi.

Il estime, dans cet ordre d'idées, que tous les efforts des organisations syndicales doivent tendre vers la recherche de solutions permettant de sauvegarder l'intégrité morale et matérielle des travailleurs en cause. Il ne conçoit pas que les organisations professionnelles, ainsi que les instances nationales et européennes compétentes ne concourent pas vers les mêmes objectifs; dès lors, il se déclare prêt à entamer le dialogue avec ces différents interlocuteurs en vue de dégager les voies et moyens susceptibles de consolider ou de rétablir un équilibre indispensable.

Ayant, par ailleurs, consacré un premier échange de vues aux problèmes de l'association des travailleurs à la gestion des futures entreprises commerciales européennes.

Le comité insiste sur la nécessité de maintenir les droits acquis dans les différents pays.

Il considère que l'évolution des structures économiques d'ensemble est telle qu'un droit à l'information directe des travailleurs conditionne leur concours effectif à l'expansion de l'entreprise, fondement de l'économie".

UNE NOTE DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES METALLURGISTES CHRETIENS SUR LE PROBLEME SIDERURGIQUE

La fédération internationale des métallurgistes chrétiens a récemment diffusé une note sur les problèmes de la sidérurgie dans les pays de la Communauté.

Nous reproduisons ci-après le texte intégral de ce document :

"Le problème des surcapacités de production est de loin le plus important de tous ceux auxquels l'industrie sidérurgique est actuellement confrontée.

Au niveau mondial, l'excédent de capacité est passé de 11 millions de tonnes en 1955 à près de 80 millions de tonnes en 1966 et il semble devoir atteindre plus de 95 millions de tonnes en 1970, soit la totalité de la production prévue pour l'ensemble de la CECA au cours de cette année-là.

Dans la Communauté le déséquilibre entre l'offre et la demande ne s'est vraiment manifesté qu'après 1960 mais il s'est très rapidement accentué. Alors que les capacités de production excédentaires n'étaient que de 3 millions de tonnes en 1960, elles se sont élevées à 23 millions de tonnes en 1966 et l'on pense qu'elles atteindront 25 millions de tonnes en 1970. A l'heure actuelle on peut voir que les capacités de production de la Communauté possèdent une avance de 5 ans sur les possibilités d'absorption du marché.

Cette situation a des causes multiples. Une de celles-ci est l'abaissement du rythme d'accroissement de la consommation d'acier à la suite d'un ralentissement conjoncturel dans certains secteurs grands consommateurs d'acier, à la suite aussi de la diminution de la consommation spécifique d'acier et de la substitution par d'autres produits à l'acier.

Mais la cause de l'existence de capacités excédentaires doit être recherchée du côté de l'offre. On a assisté en effet au cours des dix dernières années en sidérurgie, à un développement extrêmement rapide des capacités de production, chaque entreprise voulant réaliser son programme de modernisation et de développement en dehors de tout plan d'ensemble.

Le déséquilibre qui en est résulté entre l'offre et la demande d'acier, et qui n'est pas prêt de se résorber, est à l'origine des autres problèmes qui se posent en sidérurgie. Voulant utiliser au mieux leurs installations, les entreprises se sont livrées à une concurrence effrénée, qui a pesé très lourdement sur les prix et précipité la rationalisation du secteur, posant ainsi des problèmes cruciaux en matière d'emploi et d'économie régionale.

L'existence persistante de capacités de production excédentaires équivalant à la capacité totale des trois plus grandes sociétés sidérurgiques de la Communauté, représente d'autre part un gaspillage considérable de ressources, gaspillage d'autant plus inadmissible que les investissements en sidérurgie sont financés pour une part importante par le crédit public.

Pour remédier à la situation difficile que connaît l'industrie sidérurgique, il existe théoriquement plusieurs moyens.

Un des moyens consiste à promouvoir une meilleure discipline entre les producteurs, par exemple par l'élaboration de programmes prévisionnels plus

détaillés comme c'est le cas actuellement dans la Communauté, et en cas d'insuccès à agir d'autorité sur les quantités offertes et les prix notamment en vertu des articles 58 et 61 du traité de la CECA.

La limitation de la concurrence n'est cependant qu'un pis-aller et elle ne résoud pas le problème du déséquilibre entre les capacités de production et les possibilités d'absorption du marché. C'est sur ce déséquilibre, qui est la cause profonde des difficultés actuelles, qu'il faut agir si l'on veut arriver à un assainissement réel du secteur.

Dans cette voie, on peut naturellement essayer d'influencer la demande en stimulant la consommation d'acier mais cela ne peut avoir que des effets limités et à long terme, encore qu'il ne faille pas les négliger. Il est peut-être bon de souligner ici que si les capacités de production sont excédentaires, c'est par rapport aux besoins solvables. Si l'on pouvait couvrir tous les besoins réels d'acier, notamment les besoins des pays en voie de développement, les capacités de production existant actuellement dans le monde n'y suffiraient pas et le problème sidérurgique se poserait en d'autres termes.

Le seul moyen de rétablir, dans un délai raisonnable, un équilibre réel et durable sur le marché de l'acier consiste donc à agir sur l'offre, c'est-à-dire sur le développement des capacités de production. Il faut arriver à ce que les capacités de production se développent d'une façon rationnelle, ordonnée, en fonction des possibilités d'absorption du marché.

Cela suppose une coordination poussée des investissements au niveau de tout le secteur. En d'autres termes, les entreprises ne peuvent plus être les seules à décider de leurs programmes d'investissements. Ceux-ci au contraire doivent s'intégrer dans un programme d'ensemble qui tient compte des perspectives d'augmentation de la demande intérieure et extérieure.

Des initiatives en ce sens ont déjà été prises dans certains pays, telles le plan professionnel de la sidérurgie française, la constitution de quatre comptoirs sidérurgiques en Allemagne, la création du comité de concertation de politique sidérurgique en Belgique, pour ne citer que des exemples.

Ces solutions nationales ne sont forcément que partielles étant donné qu'avec le traité de la CECA on est passé des marchés nationaux à un marché communautaire. Elles ne peuvent constituer en fait qu'une première étape, la seconde devant être la réalisation d'une véritable politique sidérurgique communautaire.

Dans ce domaine, le traité de Paris prévoit, en son article 46, que la Commission européenne doit définir périodiquement des objectifs généraux

concernant la modernisation, l'orientation à long terme des fabrications et l'expansion des capacités de production.

Ces objectifs généraux constituent sans aucun doute une précieuse source d'informations pour les producteurs et les travailleurs, et servent à éclairer la Commission européenne, dans les avis qu'elle est appelée à donner sur les projets d'investissements qui lui sont soumis en vertu de l'article 54 du traité de Paris.

Mais si l'on veut apporter une solution durable au problème fondamental qui se pose en sidérurgie, il est nécessaire et urgent de concevoir et d'appliquer, à partir des objectifs généraux, une véritable politique sidérurgique communautaire.

En ce qui concerne plus particulièrement les investissements, les autorités européennes devraient disposer de moyens suffisamment efficaces, notamment sous la forme d'interdiction et d'octroi d'aides sélectives, pour réaliser une meilleure coordination de ceux-ci et éviter ainsi des gaspillages, des doubles emplois et l'existence de surcapacités comme nous les connaissons maintenant.

Concrètement, l'avis que la Commission européenne est appelée à donner sur les projets d'investissements qui lui sont soumis, devrait avoir force de décision non seulement lorsque le projet et l'exploitation des installations qu'il comporte impliquent des subventions, aides, protections ou discriminations comme l'article 54 du traité le prévoit, mais aussi lorsque le projet n'est pas dans la ligne tracée par les objectifs généraux.

Les pouvoirs publics nationaux devraient d'autre part s'engager à conformer leurs plans d'actions concernant la sidérurgie, et notamment l'utilisation des moyens dont ils disposent en matière de financement des investissements, aux objectifs définis au niveau communautaire.

La politique communautaire ne doit cependant pas se limiter aux investissements mais doit englober tous les aspects du problème sidérurgique, et notamment les concentrations d'entreprises, la réadaptation des travailleurs et la reconversion régionale.

Les concentrations d'entreprises, et d'une façon plus générale la restructuration du secteur sur base d'entreprises de plus grandes dimensions, peuvent constituer en effet un élément de solution important au problème sidérurgique dans la mesure où elles ont uniquement pour but d'obtenir des prix de revient plus bas, et non de supprimer la concurrence. Peuvent notamment être intéressantes, des concentrations verticales qui visent à une plus grande

valorisation de la production sidérurgique au sein d'une même entreprise. Sont par contre condamnables, les opérations de concentration qui résultent uniquement de considérations financières et qui visent à l'étranglement d'une autre entreprise ou d'un groupe moins puissant, dans le seul but de dominer le marché.

Quant à la réadaptation et à la reconversion, elles doivent faire partie intégrante de la politique sidérurgique de façon à ce qu'aucune mesure de spécialisation, de rationalisation ou de restructuration ne puisse être prise sans qu'on en ait étudié les répercussions sociales et pris les mesures devant permettre aux travailleurs éventuellement licenciés de trouver rapidement un nouvel emploi.

Enfin, la politique sidérurgique communautaire doit être une politique concertée, c'est-à-dire qu'elle doit être le résultat d'une confrontation sérieuse entre toutes les parties intéressées, à savoir les employeurs, les travailleurs et les pouvoirs publics. Les travailleurs ne peuvent plus admettre que des décisions qui concernent directement leurs conditions d'existence soient prises au sein de petits comités où ils sont les seuls à ne pas être représentés ni même consultés. Et ils l'admettent d'autant moins que sur le plan national, ce droit de consultation et de participation leur est de plus en plus reconnu, du moins dans certains pays.

LE CONSEIL EUROPEEN DES SYNDICATS CHRETIENS D'EMPLOYES
EXPRIME SA SATISFACTION POUR LA RENCONTRE AVEC PHILIPS

Salzburg, 21 septembre 1967

Le 21 septembre 1967 a eu lieu à Salzburg la 9ème session du conseil européen de la fédération internationale des syndicats chrétiens d'employés.

A cette occasion le conseil a adopté une résolution dans laquelle il exprime sa satisfaction pour la rencontre entre les organisations syndicales CISL et CISC des six pays et la direction du consortium Philips, qui a eu lieu à Eindhoven le 14 septembre 1967 (voir "Informations" n° 6/7).

Cette rencontre est jugée dans la résolution comme "le premier pas vers une plus grande compréhension au niveau international" et "l'occasion de discuter les problèmes économiques et sociaux qui se posent dans les consortiums internationaux".

Le document souligne "que lors d'un contact international entre employeurs et travailleurs, les aspects particuliers de la position des employés et des cadres peuvent être le mieux connus, discutés et leurs intérêts le mieux défendus par leurs propres représentants" et "est d'avis que cette rencontre peut marquer un début de négociation internationale entre la direction d'un grand consortium et les représentants des internationales professionnelles intéressées".

Le conseil européen émet enfin le vœu :

"- d'avoir à l'avenir - selon la nécessité - la possibilité d'autres contacts avec le consortium Philips;

- que d'autres consortiums dans lesquels se posent les mêmes problèmes en matière d'emploi et de répartition des tâches ayant un caractère international suivent l'exemple de la S.A. Philips en acceptant également le contact avec les internationales professionnelles;

- que lors des contacts ultérieurs, tant auprès du consortium Philips que d'autres consortiums, les représentants des employés et de cadres soient invités à participer à ces entretiens".

Le conseil a décidé de porter cette résolution à la connaissance : de la direction de la S.A. Philips; des consortiums internationaux où se posent des problèmes identiques nécessitant des contacts semblables; de la Commission de la CEE et du directeur général du Bureau international du travail.

UNE REUNION DU CONSEIL D'EUROFEDOP

Fribourg (Suisse), 5 et 6 octobre 1967

Le conseil d'Eurofedop s'est réuni à Fribourg (Suisse) les 5 et 6 octobre 1967.

Nous reproduisons ci-après une résolution sur les problèmes de la rationalisation dans les PTT, qui a été adoptée à cette occasion.

"Le groupe professionnel des PTT constate que :

1. la rationalisation ayant pour but d'arriver à une réduction des effectifs du personnel dans les services des PTT des pays affiliés se poursuit et il exige à cette fin :
 - a) la réalisation d'une durée de travail de 40 heures maximum par semaine dans les services des PTT;
 - b) la mise en place d'une réglementation générale sur la politique sociale, à suivre lors des réductions des effectifs du personnel;
 - c) la réduction de plans à long terme quant aux effectifs de personnel dans les divers sous-secteurs des services des PTT;
2. la coordination des activités de recherche, de développement ainsi que des moyens techniques est nécessaire dans l'intérêt du personnel aux services des PTT de l'Europe de l'ouest".

LES SYNDICATS FSM ET LE MARCHÉ COMMUN

DECLARATION DE LA CONFERENCE CGT-CGIL ADOPTÉE A MILAN, LE 15 OCTOBRE 1967

Texte de la déclaration :

"Du 13 au 15 octobre 1967, à Milan, à l'occasion de la conférence organisée en commun par la CGT et la CGIL, plus de deux cents dirigeants des confédérations, des fédérations, d'unions régionales et de grandes entreprises de France et d'Italie, ont procédé à un large échange d'expériences et de vues sur la situation dans les deux pays, les luttes menées par les travailleurs et leurs objectifs dans le contexte européen de la situation économique et syndicale.

Cette confrontation, tout en tenant compte des réalités propres à chacun des deux pays, a permis de vérifier l'identité des intérêts à défendre et souligne l'importance des efforts communs déjà réalisés et à poursuivre dans le cadre de l'accord conclu entre les deux centrales.

La conférence a représenté un moment important de la recherche en commun des solutions syndicales adaptées aux problèmes que les nouvelles réalités nationales et européennes posent aux travailleurs.

Elle a recherché les formes et les moyens capables de surmonter l'obstacle de la division entre les organisations syndicales des pays du Marché commun et plus généralement de l'Europe occidentale, pour donner plus d'efficacité aux actions syndicales dans chacun des pays intéressés et dans les organismes de la Communauté fortement dominés par les intérêts des monopoles.

Les rapports présentés au nom de la CGIL et de la CGT et les débats qui ont suivi, en confirmant et en enrichissant les analyses du comité permanent, représentent une contribution importante pour l'ensemble des organisations syndicales des deux centrales. Les indications, les propositions et les thèmes suggérés constituent matière d'étude, de travail et d'initiatives pour le comité permanent, y compris au niveau du Marché commun.

De la conférence est ressortie la volonté de multiplier les rencontres à l'échelon confédéral, des catégories professionnelles et des secteurs pour l'analyse et la recherche des solutions communes sur les différents problèmes

(politique salariale, emploi, sécurité sociale, mouvements de la main-d'oeuvre, formation professionnelle, politique commune de la CEE, etc.).

Les progrès réalisés sur le terrain de l'unité en France et en Italie sollicitent une intervention cohérente de toutes les centrales syndicales pour réaliser cette unité au niveau du Marché commun, dans la lutte contre les monopoles qui, au nom de la compétitivité accentuent l'exploitation des travailleurs. Cela est également nécessaire pour imposer la reconnaissance de droits réels à tous les syndicats dans les organismes de la Communauté. Cela exige la liquidation de toute forme de discrimination envers la CGT et la CGIL.

La CGIL et la CGT font appel à toutes les forces syndicales des pays européens afin de surmonter les difficultés et de retrouver ensemble la voie de l'action commune pour une défense plus efficace des intérêts des travailleurs.

Les militants de la CGT et de la CGIL s'efforceront, à tous les niveaux et avec toujours plus d'ardeur, de contribuer au développement des relations entre les diverses organisations syndicales des pays du Marché commun et d'Europe occidentale.

Encouragés par le bilan positif du développement des initiatives au niveau d'industries, de branches, de départements et de grandes entreprises, ils oeuvreront avec la persévérance que leur donne la conviction que la défense des intérêts de la classe ouvrière dans chaque pays passe inéluctablement par cette voie".

III. LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'INTEGRATION EUROPEENNE

DOCUMENT DU CONSEIL NATIONAL DES ACLI RELATIF AUX PROBLEMES DE L'UNITE EUROPEENNE

A l'occasion du Xème anniversaire de la signature des traités instituant les Communautés européennes, le conseil national des ACLI (Associazioni cristiane lavoratori italiani - Association chrétienne des travailleurs italiens) confirme une nouvelle fois la vocation européenne du mouvement ouvrier chrétien et l'engagement qu'il a pris de lutter, en accord avec les autres forces représentatives des travailleurs, à la fois sur le plan intérieur et sur le plan international, en vue de la construction d'une Europe politiquement unie dans la démocratie, la justice et le progrès, facteurs de paix et de solidarité dans le monde.

A cet effet, le conseil national des ACLI estime qu'à l'heure actuelle il faut résoudre les problèmes suivants :

- a) examiner sans retard la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne et d'autres pays démocratiques afin de les accepter comme ils le demandent tout en respectant l'essentiel des clauses des traités et par ailleurs suspendre ou cesser toute forme de rapports préférentiels avec des pays dont le régime s'oppose aux libertés fondamentales;
- b) renforcer les institutions communautaires par la mise en oeuvre rapide de la fusion des exécutifs tout en garantissant au nouvel organisme l'autonomie nécessaire vis-à-vis des gouvernements;
- c) élire le Parlement européen au suffrage universel direct et élargir ses pouvoirs de contrôle sur la politique communautaire;
- d) reconnaître aux organisations de travailleurs et autres forces sociales le droit d'être davantage présentes dans la vie des Communautés et de participer davantage à leurs initiatives, dans le cadre de leur représentativité spécifique, moyennant notamment un élargissement des compétences du Comité économique et social lui conférant le droit d'initiatives.

En ce qui concerne la participation italienne aux institutions communautaires, le conseil national des ACLI souhaite une adaptation politique rapide de la représentation parlementaire et la présence au sein de ces institutions de toutes les forces syndicales et sociales.

IV. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION

CEE

"AVIS DE LA COMMISSION AU CONSEIL CONCERNANT LES DEMANDES D'ADHESION DU ROYAUME-UNI, DE L'IRLANDE, DU DANEMARK ET DE LA NORVEGE" - service des publications des Communautés européennes, 8220 - quatre langues - en vente.

"LES SYSTEMES DE LA DUREE DU TRAVAIL DANS LES ETATS MEMBRES DE LA CEE, COMPTE TENU EN PARTICULIER DE LA SITUATION DANS LES SECTEURS : INDUSTRIE AUTOMOBILE, INDUSTRIE ELECTRONIQUE, INDUSTRIE TEXTILE ET INDUSTRIE DES FIBRES ARTIFICIELLES ET SYNTHETIQUES, INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC, INDUSTRIE CHIMIQUE" - série "Etudes" politique sociale n° 14, Bruxelles 1966 - service des publications des Communautés européennes n° 8184 - quatre langues - en vente.

Le présent travail rassemble l'essentiel des informations recueillies auprès des organisations professionnelles compétentes, dans le cadre d'une enquête réalisée en deux phases sur l'initiative du groupe de travail paritaire "durée du travail" créé par la Commission de la CEE et concernant les conditions de la durée du travail dans les secteurs industriels choisis.

"DOCUMENTS DU COLLOQUE SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE" Bruxelles, 16-20 novembre 1964 - service des publications des Communautés européennes, 8170 - quatre langues - en vente.

Compte rendu du colloque sur la formation professionnelle qui s'est tenu à Bruxelles du 16 au 20 novembre 1964, qui a réuni près de 200 participants sur invitation de la Commission de la CEE.

Les buts poursuivis par l'organisation du colloque étaient les suivants :

- établir des relations aussi étroites que possible entre les personnalités qui, dans chacun des six pays, sont responsables de la formation professionnelle;
- dégager, grâce à une confrontation des idées et des expériences, les leçons des efforts accomplis dans les six pays pour favoriser le développement, l'amélioration et l'adaptation de la formation professionnelle;
- remettre en lumière les aspects d'intérêt commun des problèmes posés par la formation professionnelle et par les principaux facteurs qui la conditionnent

tels la prévision des besoins quantitatifs et qualitatifs en main-d'oeuvre, et l'orientation professionnelle;

- dégager des enseignements en vue de l'application des principes généraux pour la mise en oeuvre d'une politique commune de formation professionnelle et plus spécialement en vue de la réalisation d'un premier programme d'action.

"LES ECHANGES COMMERCIAUX DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT AVEC LES PAYS DEVELOPPES ET NOTAMMENT AVEC LA CEE, 1953 - 1964" - publié par la DG du développement de l'outre-mer - direction des études de développement - décembre 1966.

"BULLETIN DE LA COMMISSION DE LA CEE N° 9/10 1967, SEPTEMBRE-OCTOBRE".

Au sommaire, notamment :

- la déclaration de M. J. Rey, président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen le 20 septembre 1967;
- programme pour l'harmonisation des impôts directs.

CECA

"COLLECTION D'ECONOMIE ET DE POLITIQUE REGIONALES - I - LA CONVERSION INDUSTRIELLE EN EUROPE - VII - LOCALISATION ET AMENAGEMENT DE TERRAINS INDUSTRIELS (TOME I) - EXPERIENCES DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, EN GRANDE-BRETAGNE ET AUX ETATS-UNIS" par E. Massacesi - service des publications des Communautés européennes 3693 - quatre langues - en vente.

La CECA a notamment pour mission de contribuer à la solution des problèmes posés dans certaines régions de la Communauté par la fermeture de mines ou d'usines sidérurgiques. Pour rechercher les solutions les plus efficaces à ces problèmes, la Haute Autorité avait institué en 1962 un comité d'experts pour la reconversion industrielle.

Parmi les nombreux thèmes inscrits aux problèmes de travail de ce groupe figurent "la localisation et l'aménagement des territoires industriels". Il s'agit d'un sujet extrêmement intéressant et d'actualité, en ce sens que les conceptions de l'heure en cette matière font considérer l'aménagement industriel comme un instrument important pour une politique de développement.

Le groupe d'études composé d'experts des six pays, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis et dirigé par le Dr Massaccesi, chargé d'approfondir les différents aspects de cette matière, a présenté plusieurs rapports, dont certains ont été publiés par la Haute Autorité dans les "cahiers de la reconversion industrielle".

Le présent rapport constitue une synthèse des études théoriques dans ce secteur des rapports publiés sur les expériences faites dans les pays membres de la CEE, Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, en matière de politique des zones industrielles.

"COLLECTION D'HYGIENE ET DE MEDECINE DU TRAVAIL - N° 5 - SYMPOSIUM BRONCHITE-EMPHYSEME" - service des publications des Communautés européennes - quatre langues - en vente.

"COLLECTION D'HYGIENE ET DE MEDECINE DU TRAVAIL - N° 7 - LES EFFETS DU BRUIT ET LA LUTTE CONTRE LE BRUIT" - n° 4101 - quatre langues.

"IIème RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL D'ASSOCIATION ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET LA HAUTE AUTORITE DE LA CECA" - service des publications des Communautés européennes n° 13910 - quatre langues.

"MESURES DE MODERNISATION ET DE RATIONALISATION DANS LES CHARBONNAGES DES BASSINS DE LA SARRE ET DE LA LORRAINE - RECUEIL DES EXPOSES PRESENTES LORS DE LA 15ème REUNION DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE LA TECHNIQUE MINIERE" - service des publications des Communautés européennes n° 11848 - D-F - diffusion restreinte.

"LISTE DES COMMISSIONS CONSULTATIVES POUR LES PROGRAMMES DE RECHERCHE CONCERNANT LA MEDECINE, L'HYGIENE ET LA SECURITE DU TRAVAIL" - D-F-I-N - service des publications des Communautés européennes n° 13959.

"ETUDES DE PHYSIOLOGIE ET DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL - Volume II - LES FACTEURS HUMAINS ET LA SECURITE DANS LES MINES ET LA SIDERURGIE - RESULTATS DES RECHERCHES SUR LA SECURITE ENCOURAGEES PAR LA HAUTE AUTORITE DE 1961 A 1964" - service des publications des Communautés européennes n° 3885 - D-F-I-N - en vente.

OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

"STATISTIQUES SOCIALES - SOZIALSTATISTIK - STATISTICHE SOCIALI - SOCIALE STATISTIEK - SOCIAL STATISTICS n. 7/1967" - service des publications des Communautés européennes.

"LES ACCIDENTS DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE 1960-1965"
- édition bilingue D-F - I-N.

SERVICE DE PRESSE ET D'INFORMATION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Le Service de presse et d'information des Communautés européennes (Marché commun, CECA, Euratom) édite, en cinq langues, une série de dossiers de documentation, sur les problèmes plus actuels de l'intégration européenne. Parmi les dossiers récemment publiés :

"QUATRE ENQUETES SUR LA RECONVERSION DANS LA CECA" - bureau de Paris
- document Communautés européennes n° 44.

"NOUVELLES UNIVERSITAIRES EUROPEENNES n°s 19-20".

Ces publications peuvent être obtenues en écrivant au Service de presse et d'information des Communautés européennes, à Bruxelles (244, rue de la Loi); à Luxembourg (18, rue Aldringer) ou aux bureaux de Bonn, Paris, La Haye, Rome, Londres, Genève, Washington ou New York.

DIVERS

"L'EUROPE DES AFFAIRES - ROLE ET STRUCTURE DES GROUPES" par J. Meynaud, professeur à l'Université de Montréal et D. Sidjanski, professeur à l'Université de Genève. Collection bibliothèque politique et économique, Payot, 106, Bd St-Germain, Paris.

"Depuis une vingtaine d'années, la réalisation de l'unité européenne est à l'ordre du jour. Plusieurs institutions ont été créées pour assurer cette oeuvre d'unification. Le projet a certes connu des hauts et des bas, mais, en

dépôt de tant de crises et de divisions, l'intégration des économies nationales dans un ensemble plus vaste continue de s'accomplir.

La formation progressive d'une Europe des affaires représente l'un des principaux aspects de ce mouvement. L'élargissement du marché a suscité de multiples regroupements dans chaque pays et l'établissement de nombreux rapports entre firmes de pays différents. La gestion des entreprises tient compte désormais de la dimension européenne, mais il en va de même pour la pression que celles-ci exercent sur les autorités publiques.

Ce qu'est l'Europe des affaires, les facteurs et les modalités de sa constitution, les obstacles qu'elle rencontre, la part respective des firmes européennes et américaines, la capacité d'influence ainsi acquise, toutes ces questions ont fait l'objet d'une minutieuse enquête et donnent lieu à des conclusions précises. Les dangers de l'offensive américaine pour l'Europe font l'objet d'un examen détaillé.

Cet ouvrage intéressera tous ceux que préoccupe le destin de l'Europe et l'avenir de la civilisation européenne".

"L'EUROPE UNIE, OBJECTIF MAJEUR DE LA RESISTANCE" par H. Halin - éditions de l'URPE (Union des résistants pour une Europe unie) Paris-Bruxelles - Paris : 7, rue de l'Echelle - Bruxelles : 29, Place Flagey - ouvrage préfacé par M. P.H. Spaak.

"NUMERO SPECIAL DES CAHIERS DE MEDECINE DU TRAVAIL DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE BELGE DES MEDECINS DU TRAVAIL" - éditeur responsable : Dr Thonon, 21, avenue des Vallées, Céroux-Mousty (Belgique).

Compte rendu des journées d'information sur la médecine et la sécurité du travail organisées par la direction générale des problèmes du travail de la Haute Autorité de la CECA, avec la collaboration de la centrale des métallurgistes de Belgique (FOTB) et la centrale chrétienne des métallurgistes de Belgique (CSC), à Liège, les 19 et 20 octobre 1966.

"LE MOUVEMENT SYNDICAL EN BELGIQUE" par M. G. Spitaels, maître de recherches à l'Institut de sociologie de l'ULB.

Ce petit ouvrage commence par des notes historiques qui ont le mérite de rappeler qu'il fallut plus de trente ans à la fin du siècle dernier pour mettre en place les structures du syndicalisme. L'auteur retrace également les métamorphoses des organisations syndicales avant, pendant et après la dernière guerre.

Après un coup d'oeil sur les objectifs, leur évolution et leur répartition géographique, M. Spitaels rappelle en quoi les objectifs économiques et sociaux de la CSC, de la CGSL et de la FGTB se distinguent.

"LE NIVEAU DE VIE DANS LES PAYS DE LA CEE" - forme 1 et 2, période 1966-1967, par M. F. Heymans - bibliographie analytique de choix des documents parus depuis 1958 à 1966, édité par "Provinciale leergangen voor bibliotheek- en documentatie-wetenschappen. Provincie Brabant. Afdeling "Bibliothecaris-Documentalisten".

L'étude de M. Heymans en langue néerlandaise, donne un aperçu très détaillé sur les livres, fascicules, revues les plus importants des différents pays qui s'occupent de façon pratique et concrète et non seulement théorique de tous les aspects de la notion "niveau de vie".

Cette bibliographie représente pour tous les économistes, syndicalistes et chercheurs de l'intégration européenne une source précieuse pour l'examen de la complexité des multiples problèmes en ce qui concerne le consommateur du Marché commun.

A NOS LECTEURS

CETTE PUBLICATION A POUR OBJET PRINCIPAL D'INFORMER LES DIRIGEANTS SYNDICAUX DES PAYS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE SUR LES PRISES DE POSITION DES DIVERSES ORGANISATIONS SYNDICALES AU SUJET DE LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE. IL VA DE SOI QUE LES OPINIONS EXPRIMEES N'ENGAGENT QUE LEURS AUTEURS ET EN AUCUNE FACON LES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES.

NDLR

SERVICES DES PUBLICATIONS DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

4003/1/1967/5